

## UN MANQUE D'IMAGINATION

Pourquoi l'Autorité palestinienne est-elle revenue sur sa politique audacieuse ? Réponse en un seul mot : faillite. Pas seulement une banqueroute financière, mais une faillite des valeurs et des idées.

Prises au piège d'un marché captif conçu à Oslo, les caisses de l'Autorité palestinienne se sont épuisées ces dernières années du fait de la malveillance de l'administration Trump, des pressions de l'UE pour relancer les négociations, des retenues sporadiques par Israël des recettes fiscales et maintenant de la pandémie de coronavirus. Depuis l'arrêt de la coordination en mai, l'Autorité palestinienne a réduit les salaires de dizaines de milliers d'employés du secteur public et a été incapable de fournir de nombreux services de base, en particulier ceux nécessitant des permis, faute d'approbation israélienne. Mettant du sel sur la plaie, les accords entre Israël et les Émirats arabes unis ainsi que Bahreïn ont brisé le consensus arabe qui liait une normalisation des rapports à la question palestinienne. Dépourvus d'amis et de fonds, les Palestiniens ont peu de voies d'issue hors des limbes.

Le manque total d'imagination de l'élite politique palestinienne est tout aussi fatal. Dans les mois qui se sont écoulés après qu'Abbas a «déchargé» son gouvernement de ses devoirs définis à Oslo, l'Autorité palestinienne n'a proposé aucune stratégie alternative pour se libérer du contrôle israélien ou développer l'autosuffisance palestinienne. Longtemps exempte de redevabilité, l'Autorité palestinienne n'était pas motivée à accueillir un débat public ou à rechercher un accord pour décider si la coordination avec Israël était dans l'intérêt national. La reprise des pourparlers entre le Fatah et le Hamas, qui promettait d'organiser les premières élections nationales en 14 ans, a été en général accueillie avec cynisme. L'Autorité palestinienne a préféré opter pour la solution d'accepter l'occupation telle qu'elle est depuis plus de 25 ans : une façade

d'autonomie palestinienne sous domination coloniale israélienne.

La préférence de l'Autorité palestinienne pour le *statu quo ante* est donc aussi trompeuse que dangereuse. En se soumettant de nouveau aux accords d'Oslo, l'Autorité palestinienne a repris son rôle de sous-traitant obéissant de l'occupation israélienne. Cela signifie aider les opérations répressives de l'armée israélienne et accepter le pouvoir discrétionnaire d'Israël sur les activités économiques palestiniennes, sans aucun moyen de pression pour arrêter l'expansion des colonies israéliennes ou ses abus contre la population palestinienne. Cet arrangement d'apartheid existait bien avant Trump et continuera sous Biden, sans le déguisement d'un «processus de paix» en lambeaux.

Israël, pour sa part, n'a nullement été décontenancé quant à ses intentions pour l'avenir. Ce mois-ci, le gouvernement a lancé un appel d'offres pour étendre la colonie de Givat Hamatos à Jérusalem-Est et a mené la plus grande opération de démolitions depuis des années contre la communauté de Humsa al-Fuqa dans la vallée du Jourdain. Lors de sa visite le 19 novembre dans la colonie de Psagot, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a annoncé des directives qui imposeraient de labelliser les produits importés de la zone C de Cisjordanie comme «Made in Israel», et a déclaré que la Maison Blanche dénoncerait officiellement le mouvement BDS comme une campagne «antisémite». Le mépris du maître pour l'esclave ne saurait être plus clair.

## REDIRECTION DU POUVOIR

En voyant tout cela se dérouler, il est décourageant pour les Palestiniens de voir à quel point leurs dirigeants se sont laissés réduire à l'état de mendiants. Autrefois emblème de la lutte anticoloniale mondiale, l'Organisation de libération de la Palestine n'est plus qu'une «ligne budgétaire»